



# Convention relative aux droits des personnes handicapées

Distr. générale  
31 juillet 2017  
Français  
Original : anglais

---

## Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées

### Dixième session

New York, 13-15 juin 2017

### Compte rendu analytique de la 3<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 14 juin 2017, à 10 heures

*Président :* M. Glossner (Vice-Président par intérim) ..... (Allemagne)

## Sommaire

### Questions relatives à l'application de la Convention (*suite*)

- a) Débat général : deuxième décennie de la Convention relative aux droits des personnes handicapées : Inclusion et pleine participation des personnes handicapées et des organisations les représentant à l'application de la Convention (*suite*)
- b) Table ronde 1 : Lutter contre les effets des discriminations multiples visant les personnes handicapées et promouvoir la participation des personnes handicapées à la réalisation des objectifs de développement durable dans le cadre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées ainsi que les partenariats multipartites à cette fin

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



*En l'absence de M. Panayotov (Bulgarie), M. Glossner (Allemagne), Vice-Président par intérim, prend la présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

## **Questions relatives à l'application de la Convention (suite)**

### **a) Débat général : deuxième décennie de la Convention relative aux droits des personnes handicapées : Inclusion et pleine participation des personnes handicapées et des organisations les représentant à l'application de la Convention (suite)**

1. **M. Bauwens** (Observateur de la Fédération Internationale du spina bifida et de l'hydrocéphalie) dit que la Fédération compte 60 organisations membres réparties sur les cinq continents. Le spina bifida est une malformation congénitale qui apparaît chez le fœtus aux premiers stades de la grossesse, tandis que l'hydrocéphalie apparaît généralement peu après la naissance à la suite d'une infection néonatale. Les enfants souffrant de ces handicaps peuvent se développer et s'épanouir s'ils bénéficient du traitement et du soutien dont ils ont besoin. Toutefois, on estime que 500 000 enfants souffrant de spina bifida à la naissance meurent chaque année. Par ailleurs, les stéréotypes sur les malformations congénitales participent également à la stigmatisation et à l'exclusion sociale de ces enfants et de leurs mères.

2. La cible 16.8 des objectifs de développement durable et le paragraphe 2 de l'article 18 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées prévoient que les enfants doivent impérativement être enregistrés à la naissance, des informations précises étant nécessaires pour fournir les soins et le soutien dont les enfants handicapés ont besoin. Malheureusement, des milliers d'enfants nés avec un handicap n'ont reçu aucun traitement et sont décédés avant d'avoir été enregistrés. Le déni de leur existence constitue une grave violation de leurs droits fondamentaux. Il invite donc les États Membres à placer les enfants nés avec un handicap au cœur de leur action et à œuvrer à ce que tous les enfants soient impérativement enregistrés à la naissance.

3. **M<sup>me</sup> Alainchar** (Sénégal) estime que les États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées sont conscients de la nécessité d'améliorer leur législation nationale et d'adopter des politiques et des mesures qui favoriseront la création de sociétés durables profitant à tous et reposant sur la pleine participation des personnes handicapées et des organisations qui les représentent. Le Gouvernement

sénégalais a fait d'importants progrès dans l'application de la Convention. Le rapport initial a été rédigé avec la participation des organisations de personnes handicapées, et le rapport périodique sera présenté en 2018. En parallèle, le Gouvernement a mis l'accent sur le renforcement du cadre institutionnel et des capacités de gestion des organisations de personnes handicapées. Pour ce faire, il a versé 344 aides financières d'un montant total de 205 millions de francs CFA.

4. Afin d'assurer une meilleure protection des personnes handicapées, un certain nombre de projets économiques et sociaux ont été mis en place par l'intermédiaire du programme national de réadaptation de proximité, qui touche à l'éducation, à la formation, aux questions matérielles, aux services de santé, aux services d'urgence et à l'aide économique. En 2015, un programme d'égalité des chances a été créé pour faciliter l'accès des personnes handicapées aux services sociaux de base tels que les soins de santé, les services de réadaptation, les transports, la formation, l'éducation et les services financiers. Plus de 35 000 personnes ont bénéficié de ce programme, et près de 15 000 subventions ont été accordées pour participer au paiement des frais médicaux.

5. **M. Rieder** (Suisse) explique que le Gouvernement suisse se félicite de l'intégration des droits des personnes handicapées dans les engagements pris par la communauté internationale, tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Nouveau Programme pour les villes. La Suisse est attachée à l'amélioration de la coordination au sein du système des droits de l'homme des Nations Unies, afin que la problématique du handicap soit prise en compte dans la réflexion plus globale sur les droits de l'homme et que d'autres organes conventionnels puissent participer plus activement aux débats sur les droits des personnes handicapées. La Suisse invite le système des Nations Unies à utiliser les outils qui sont à sa disposition pour inclure les personnes handicapées et les organisations qui les représentent à la mise en œuvre du Programme 2030.

6. **M. Jia** (Chine) déclare que la Chine est complètement favorable à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et a été l'un des premiers États à la signer et à la ratifier. La Convention a été scrupuleusement appliquée. Au cours des 10 dernières années, la Chine a toujours soumis en temps voulu ses rapports sur l'application de la Convention au Comité des droits des personnes handicapées pour examen. En tant que fervente partisane de l'esprit de la Convention, la Chine a accueilli en 2016 une conférence visant à célébrer le

dixième anniversaire de la Convention. En outre, le Gouvernement a modifié les lois régissant l'accès à l'éducation et la protection des personnes handicapées et fait adopter un règlement concernant l'accessibilité, la prévention des handicaps et la réadaptation. Les questions relatives au handicap ont été intégrées dans les plans nationaux de développement économique et social, aux fins de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les données obtenues grâce à une enquête menée auprès de quelque 30 millions de personnes handicapées ont permis de constituer une base de données actualisée et dynamique.

7. Outre le fait qu'elle travaille de concert avec la communauté internationale pour favoriser l'inclusion des questions relatives au handicap dans les cadres de coopération multilatérale, la Chine coordonne régulièrement des échanges bilatéraux avec l'Australie, les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie. M. Jia invite tous les États parties à prendre des mesures concrètes destinées à créer des conditions sociales équitables qui garantissent la participation des personnes handicapées et des organisations les représentant à l'application de la Convention.

8. **M<sup>me</sup> Mustafa** (Singapour) précise que les politiques nationales concernant les personnes handicapées sont conformes tant aux engagements pris par Singapour en vertu de la Convention relative aux droits des personnes handicapées qu'aux objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le plan-cadre national définit les stratégies arrêtées et les objectifs poursuivis dans les nombreux domaines qui sont l'intervention précoce, l'éducation, l'emploi, les soins pour adultes, ainsi que la participation et l'inclusion des personnes handicapées à la vie de la collectivité. Les personnes handicapées, les personnes qui s'en occupent, les organisations qui les représentent, ainsi que leurs employeurs ont participé à son élaboration et à sa révision.

9. L'emploi permet aux personnes handicapées d'être indépendantes et de devenir des membres actifs de la société. Un organisme a été créé en 2013 pour aider les personnes handicapées à chercher un emploi et à suivre des formations. Ainsi, le taux d'activité des personnes handicapées a fait un bond de 70 %. En outre, les employeurs qui facilitent l'accès des personnes handicapées à l'emploi sont salués par le Gouvernement. Un appui renforcé est également prêté en cas d'utilisation de technologies d'assistance aux personnes handicapées.

10. Concernant la question de l'accessibilité, toutes les gares et les stations de bus sont pleinement

accessibles aux personnes handicapées. Par ailleurs, tous les bus publics seront accessibles aux fauteuils roulants d'ici à 2020. Les personnes handicapées reçoivent des subventions spécifiques aux transports afin de faciliter leurs déplacements. Diverses directives et initiatives ont été mises en place pour encourager le respect des principes de conception universelle, le but étant de garantir la pleine accessibilité de tous. Le Gouvernement a ratifié le Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées et a modifié la législation nationale sur les droits d'auteur afin de faciliter l'accès des personnes ayant des difficultés à lire aux œuvres protégées par des droits d'auteur. Singapour a envoyé sa plus grande délégation d'athlètes aux Jeux paralympiques de 2016, où le pays a battu deux records du monde en natation.

11. De réels progrès ont été réalisés dans l'édification d'une société sans laissés-pour-compte et dans l'amélioration du bien-être des personnes handicapées. Le Gouvernement continuera à travailler de concert avec la société pour promouvoir l'adoption de davantage de pratiques inclusives.

12. **M. Kang** (République de Corée) indique que le Gouvernement sud-coréen est déterminé à garantir la pleine et entière participation des personnes handicapées à la société. Celles-ci ont d'ailleurs plus facilement accès à l'emploi, à l'éducation, aux services de santé, aux infrastructures publiques et à la culture. En 2018, la République de Corée accueillera les douzièmes Jeux paralympiques d'hiver à Pyeongchang, et M. Kang invite toutes les personnes, handicapées ou non, à y participer activement.

13. Le Gouvernement a promulgué un certain nombre de lois visant à lever les barrières sociales rencontrées par les personnes handicapées, y compris des lois disposant que tous les nouveaux bâtiments publics doivent être accessibles aux personnes handicapées. Outre le fait qu'il fournit un soutien personnalisé aux personnes atteintes de troubles du développement et qu'il leur propose des services de protection des droits de l'homme, le Gouvernement s'attache à ce que les personnes handicapées bénéficient de davantage de propositions d'emploi et de meilleures conditions de travail. De plus, les personnes handicapées reçoivent des allocations et des pensions d'invalidité qui leur permettent d'être plus indépendantes sur le plan économique.

14. La coopération internationale peut favoriser une meilleure participation des personnes handicapées. La République de Corée appuie des projets relatifs au

handicap parrainés par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, en l'aidant à recueillir des données. Elle a aussi contribué à l'ouverture des centres d'accessibilité des Nations Unies à New York et à Bangkok, afin de rendre l'ONU plus accessible aux personnes handicapées. La République de Corée continuera d'œuvrer en faveur de la participation pleine et effective des personnes handicapées, en étroite collaboration avec les parties prenantes et les partenaires nationaux, régionaux et internationaux.

15. **M<sup>me</sup> Peláez Narváez** (Observatrice du Forum européen des personnes handicapées) estime que le Forum, créé en 1997, constitue une organisation-cadre pour le mouvement en faveur des personnes handicapées en Europe. Premier document juridique à reconnaître l'existence des personnes handicapées, le Traité d'Amsterdam a été rapidement suivi par la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui fait office de feuille de route pour le mouvement en faveur des personnes handicapées aux niveaux national, régional et international. Ces initiatives ont permis à une approche fondée sur les droits de l'homme favorable aux personnes handicapées de voir le jour, à un mouvement de se développer de façon unie, et aux personnes handicapées d'apprendre à parler d'elles-mêmes et au nom d'autres personnes dans la même situation.

16. Le Forum européen des personnes handicapées a permis à une organisation régionale de ratifier un traité relatif aux droits de l'homme. Il a également œuvré en faveur de la mise en œuvre de la Convention aux niveaux national, régional et international, en participant à des dialogues constructifs avec les États, en présentant des rapports parallèles et en assurant un suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées par le Comité des droits des personnes handicapées. Le Forum continuera de contribuer au mouvement international en faveur des personnes handicapées par l'intermédiaire de l'International Disability Alliance.

17. **M<sup>me</sup> Gran Roca** (Uruguay) explique que l'Uruguay a présenté son rapport au Comité des droits des personnes handicapées en 2016 et fait fond sur les recommandations prodiguées pour orienter ses politiques. En 2015, le Gouvernement a approuvé un plan national fondé sur le principe fondamental de non-discrimination, afin de s'assurer que les personnes handicapées bénéficiaient d'une protection juridique et de lever les barrières juridiques, physiques, institutionnelles, culturelles et sociales qui entravaient leur accès à la justice.

18. En outre, un centre national a été ouvert de façon à ce que tous les citoyens puissent bénéficier d'un accès gratuit aux prothèses et d'une assistance technique. Le Gouvernement s'assure également que les personnes sourdes ont accès aux soins de santé et que toutes les personnes handicapées ont accès aux informations sur la santé procréative et sexuelle. Grâce à l'utilisation de téléphones de dernière génération et à une collaboration avec le centre virtuel pour les interprètes en langue des signes, le Gouvernement s'attache à renforcer l'indépendance des personnes handicapées.

19. La loi fixe un quota pour l'emploi des personnes handicapées. Par ailleurs, un protocole régissant l'éducation a été créé avec l'appui de la société civile. Des programmes sont actuellement en cours d'élaboration en vue de venir en aide aux mères handicapées et d'apporter un soutien partiel aux personnes lourdement handicapées, de façon à renforcer leur indépendance. Un institut va être ouvert afin de donner plus de poids au programme national pour le handicap dans l'élaboration de politiques sur le handicap qui tiennent compte des dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et qui prévoient la participation de toutes les parties prenantes.

20. **M<sup>me</sup> Matar** (Bahreïn) estime que les politiques et les mesures destinées à renforcer l'accessibilité des personnes handicapées sont un élément important du Programme de développement durable à l'horizon 2030. C'est pourquoi la stratégie nationale en faveur des personnes handicapées repose sur l'idée selon laquelle la société doit être synonyme de solidarité, d'interdépendance et de justice. Bahreïn a été l'un des premiers pays à signer la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

21. Le Gouvernement fait une priorité de l'emploi et verse des allocations et des pensions de retraite aux personnes handicapées qui n'y ont pas droit en vertu des lois en vigueur. La Haute Commission pour les personnes handicapées, constituée de représentants du Gouvernement et de la société civile, a été chargée d'élaborer des politiques générales visant à aider les personnes handicapées à se réinsérer dans la société et à trouver un emploi. Actuellement en cours de création, le fonds pour l'emploi aidera les personnes handicapées dans leur quête d'indépendance et leur permettra de participer activement à l'économie nationale.

22. L'accès à l'éducation est primordial et doit être adapté aux besoins individuels des personnes handicapées. Depuis 2005, la loi garantit aux

personnes handicapées le droit de bénéficier gratuitement de l'enseignement, de formations et de programmes de formation continue. En outre, le Gouvernement s'attache à ce que les écoles proposent des services éducatifs et médicaux adaptés aux personnes handicapées. De plus, le Ministère de la santé met actuellement en place des services visant à proposer des examens et des diagnostics médicaux, ainsi que des programmes de réadaptation.

23. **M. Siephomma** (Thaïlande) déclare que la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées donne l'occasion à la communauté internationale de réaffirmer ses engagements à reconnaître le rôle clef que jouent les personnes handicapées et les organisations qui les représentent dans la création d'une société sans laissés-pour-compte et dans la réalisation des objectifs de développement durable. La Thaïlande s'associe aux efforts déployés par la communauté internationale afin de veiller à ce que les personnes handicapées ne soient pas laissées-pour-compte.

24. Le Gouvernement utilise une approche fondée sur les droits de l'homme pour faire en sorte que les personnes handicapées puissent vivre de façon autonome au sein de la société et met actuellement en œuvre son cinquième plan national pour l'autonomisation des personnes handicapées. Il travaille également à l'élaboration d'un deuxième plan stratégique pour l'autonomisation des femmes handicapées afin d'encourager leur participation à la vie de la collectivité, de renforcer leur sécurité et de lutter contre les formes multiples de discrimination dont elles sont victimes. La Thaïlande a entamé les démarches juridiques nécessaires pour devenir un État partie au Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées. Par ailleurs, des mesures sont prises pour faciliter l'accès des personnes malvoyantes aux œuvres publiées.

25. **M<sup>me</sup> Fofana** (Burkina Faso) dit que l'intégration des personnes handicapées et la réduction des inégalités sociales sont au cœur du plan national de développement économique et social adopté en 2016. Le Gouvernement a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées en 2009 et promulgué une loi visant à protéger et à promouvoir les droits des personnes handicapées, ce qui a permis l'adoption de textes normatifs dans plusieurs domaines, notamment la santé, l'éducation, les transports et l'accès à l'emploi. Une stratégie nationale a également été adoptée en 2012, en application de laquelle des mesures ont été prises afin de créer des sources de

revenus pour les personnes handicapées et de réduire les inégalités et la stigmatisation dont elles sont victimes. Grâce à cette stratégie, plus de 5 000 enfants handicapés ont également pu bénéficier de soins ainsi que d'aides techniques et d'équipements de mobilité, et il a été possible de sensibiliser le public à cette question. En outre, une seconde stratégie a été mise en place pour favoriser l'accès des enfants handicapés à une éducation inclusive.

26. En dépit du nombre considérable de dispositions législatives qui protègent les personnes handicapées de la discrimination, les préjugés demeurent un réel motif de préoccupation. Par conséquent, le Gouvernement a réfléchi à des solutions à court, moyen et long terme afin de faire connaître les droits des personnes handicapées, de les protéger et de les faire respecter, notamment en appuyant davantage la mise en œuvre de textes prévoyant la protection et la valorisation des personnes handicapées, la formation des jeunes handicapés, la participation des femmes handicapées à l'ensemble des programmes qui améliorent la condition socioéconomique des femmes, la formation et la sensibilisation des fonctionnaires et des acteurs de la société civile au développement sans exclusion et l'amélioration de la collecte de données et le renforcement de la coordination entre les différentes parties prenantes.

27. **M<sup>me</sup> Tupa** (Observatrice pour la Fédération mondiale des sourds) dit que la Fédération représente les associations nationales des sourds de 134 pays et est membre de l'International Disability Alliance. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, elle dispense une formation aux associations de sourds sur la mise en œuvre et le suivi de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Ainsi, les sourds connaissent mieux leurs droits et sont plus à même de demander des changements positifs et de suivre l'application des recommandations formulées au niveau de l'État.

28. Les États et les organismes multilatéraux doivent s'engager à continuer de financer ces programmes, car ils représentent le meilleur moyen d'accroître la participation des personnes handicapées, y compris les personnes sourdes, à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des textes législatifs et des mesures politiques ayant une incidence sur leur vie. La Fédération a félicité le Comité des droits des personnes handicapées pour les efforts qu'il entreprend afin d'engager les États parties à allouer des ressources à la formation d'interprètes d'audience, qui fournissent un service essentiel. Des consultations doivent être menées avec les organisations de personnes sourdes pour assurer la pleine participation de ces dernières aux décisions qui ont une incidence sur leur vie.



29. *La séance est suspendue à 10 h 50; elle est reprise à 11 heures.*

**b) Table ronde 1 : lutter contre les effets des nombreuses discriminations dont sont victimes les personnes handicapées, et encourager leur participation et les partenariats multipartites en vue de la réalisation des objectifs de développement durable compte tenu de la Convention relative aux droits des personnes handicapées**

30. *M. Schieb (Allemagne), Vice-Président par intérim, et M<sup>me</sup> Kingston (société civile) président la table ronde.*

31. **M. Schieb** (Allemagne), Vice-Président, dit que l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 traduit la volonté de la communauté internationale de ne laisser personne de côté. Afin de tenir cette promesse, la communauté internationale doit veiller à ce que les objectifs de développement durable s'appliquent à toutes les personnes dans la même mesure. Les personnes handicapées rencontrent de nouvelles difficultés dans leur vie quotidienne et font l'objet de différentes formes de discrimination, par exemple un accès restreint à l'éducation et aux services de santé essentiels, un taux d'emploi inférieur à la moyenne et une participation limitée à la vie publique et politique. En outre, les femmes et les filles handicapées ont trois fois plus de risques d'être victimes de violence et jusqu'à 10 fois plus de subir des violences sexuelles que les femmes non handicapées. Leurs chances de trouver un emploi sont inférieures de 30 % à celles de leurs homologues masculins handicapés.

32. La participation pleine et effective des personnes handicapées à la société doit rester une priorité absolue. Pour que les autorités nationales soient le moteur de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, leurs décisions doivent être éclairées par les contributions de toutes les parties prenantes concernées. Les autorités doivent adopter une démarche transversale et créer des partenariats multipartites avec la société civile, notamment les organisations de personnes handicapées. Il sera ainsi possible de mieux lutter contre la discrimination et d'aider les personnes handicapées à jouir de leurs libertés et droits fondamentaux.

33. **M<sup>me</sup> Kabanshi** (Ministre du développement communautaire et de l'aide sociale, Zambie), l'une des participantes, dit que les personnes handicapées forment le plus large groupe de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. La Zambie est déterminée à

atteindre les objectifs de développement durable relatifs aux personnes handicapées et à veiller à ce que personne ne soit laissé de côté. Le Gouvernement a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées en 2010 et fait siennes un grand nombre des dispositions qui y sont énoncées, les reprenant dans une loi adoptée en 2012. En outre, les politiques nationales portant sur la protection sociale et le handicap ont été élaborées en collaboration avec les principales parties prenantes, notamment les organisations de personnes handicapées.

34. Il faut réaliser des évaluations afin de déterminer dans quelle mesure les lois, les mesures politiques et les programmes ont permis de protéger et de promouvoir les droits des personnes handicapées, en particulier les personnes présentant des déficiences intellectuelles et psychosociales, les personnes atteintes d'albinisme, les personnes sourdes et aveugles et les femmes et les filles handicapées. En 2015, une enquête a été menée au niveau national afin d'évaluer l'accès des personnes handicapées aux services et leur participation à des activités socioéconomiques. Le Gouvernement s'est efforcé d'appuyer le renforcement des capacités des organisations de personnes handicapées à recueillir et à analyser des données sur le vécu des personnes handicapées, afin que celles-ci soient dûment prises en compte dans les programmes nationaux.

35. Le Gouvernement élabore des instruments législatifs dans le domaine de l'éducation, de l'emploi et de la santé. Des programmes de protection sociale sont mis en œuvre pour réduire les inégalités, y compris un programme social de transfert en espèces, dont 10 % sont réservées aux personnes handicapées. Les objectifs de développement durable concernant les personnes handicapées ne pourront être atteints si ces personnes sont exclues des volets de planification et de mise en œuvre. Les États parties doivent mettre à profit leurs compétences et leurs connaissances en favorisant la formation et la participation d'organisations représentant les personnes atteintes d'un handicap de quelque nature que ce soit.

36. Il est impossible de lutter contre la discrimination sans des voies de recours juridiques et des mécanismes de responsabilisation robustes. Les droits des personnes handicapées doivent être consacrés par la législation nationale, et ces personnes et les organisations qui les représentent doivent être informées de leurs droits. En outre, le système judiciaire doit responsabiliser les personnes chargées de protéger ces droits. En Zambie, une récente décision de justice a entraîné la modification des aménagements prévus par la commission électorale nationale.

37. L'innovation et la participation effective des personnes handicapées sont indispensables pour garantir le respect de leurs droits. L'autorité nationale chargée des technologies de l'information et des communications a intégré des dispositions relatives au handicap dans son code de conduite afin de garantir aux personnes handicapées un accès aux services et aux produits dans ce domaine. Malgré les progrès enregistrés, il reste encore beaucoup à faire pour que les droits des personnes handicapées soient respectés et alignés sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris le principe consistant à ne laisser personne de côté.

38. **M<sup>me</sup> Juan López** (Directrice générale du Conseil national pour le développement et l'intégration des personnes handicapées, Mexique), l'une des participantes, dit que le Mexique réaffirme son engagement à lutter contre les difficultés que rencontrent les personnes handicapées, qui représentent 6 % de la population du pays. Le droit à la non-discrimination a été inscrit dans la Constitution en 2001, ce qui a conduit à l'adoption d'une loi au niveau fédéral et à la création d'un conseil national chargé de prévenir la discrimination. Par conséquent, le Mexique dispose d'un régime juridique solide régissant la non-discrimination et les droits des personnes handicapées, constitué notamment de lois garantissant l'inclusion des personnes handicapées, les droits des enfants et des adolescents, le droit à une vie sans violence pour les femmes et le droit au développement pour les peuples autochtones. Dans le plan national de développement, qui vise à combler les inégalités sociales, l'accent a été mis sur l'égalité des sexes et l'inclusion des personnes handicapées.

39. Dans le cadre d'une enquête menée à l'échelle nationale pour suivre et évaluer diverses formes de discrimination, les personnes handicapées ont indiqué que les principales sources de discrimination sont l'accès limité à l'emploi, leur apparence et le manque d'autonomie. Les deux tiers des personnes interrogées ont estimé que les droits des personnes handicapées étaient respectés et les trois quarts d'entre elles ont accepté de vivre à proximité de personnes handicapées.

40. Le Gouvernement a créé un système national en faveur du développement et de l'intégration des personnes handicapées, auquel toutes les branches des autorités et de la société civile ont participé, l'objet étant de forger des alliances pour combattre les discriminations multiples, atteindre les objectifs de développement durable et mettre en œuvre la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Un forum de dialogue a également été constitué à l'intention des responsables locaux. En

avril 2017, un conseil national a été créé pour suivre les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs. En outre, dans le cadre de la stratégie nationale en faveur de l'inclusion sociale, la question du handicap est abordée sous un angle transversal afin de fournir un appui aux personnes handicapées dans l'ensemble des programmes sociaux. Le Conseil national pour le développement et l'intégration des personnes handicapées a tenu une assemblée consultative afin d'officialiser la participation des organisations de la société civile et d'échanger des idées.

41. Un registre a été établi pour mesurer l'ampleur et les conséquences des problèmes rencontrés par les personnes handicapées à l'aide de recensements effectués dans le secteur de la santé, qui ont porté sur près de 90 % de la population, au moyen du bref questionnaire sur le handicap proposé par le Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités. Ce registre repose également sur les recensements effectués dans le secteur du développement social et parmi les populations autochtones. Le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des personnes handicapées de l'Organisation des États américains, dont le Mexique assure la vice-présidence, a décidé de créer une base de données des meilleures pratiques permettant d'éliminer la discrimination à l'égard des personnes handicapées, ainsi qu'une plateforme virtuelle pour échanger des informations sur les dispositifs législatifs, les mesures politiques et les programmes qui sont mis en œuvre. Néanmoins, des améliorations doivent encore être apportées dans plusieurs domaines, y compris l'exercice de la capacité juridique des personnes souffrant de déficiences intellectuelles et psychosociales, le vieillissement en bonne santé et les programmes de soins à domicile pour les personnes âgées handicapées.

42. **M<sup>me</sup> Dimitrova** (consultante juridique, Centre bulgare en faveur du droit à but non lucratif), l'une des participantes, dit que les personnes handicapées continuent d'être victimes de discrimination, en dépit des nombreux traités internationaux des droits de l'homme et des efforts entrepris par les législateurs nationaux. La discrimination ne trouve pas uniquement son origine dans certains comportements et dans la stigmatisation; de nombreuses politiques nationales reposent encore sur le modèle médical du handicap et ne fournissent pas de mécanismes efficaces pour garantir le respect des droits des personnes handicapées.

43. Il ne sera pas possible de parvenir à l'égalité tant que les lois nationales donneront la possibilité de priver une personne de sa capacité juridique ou de

restreindre celle-ci pour des raisons médicales ou en raison de déficiences cognitives. En vérité, la mise sous tutelle revient à exercer une forme légale de discrimination à l'égard des personnes souffrant de déficiences intellectuelles et psychosociales. Elle est l'expression de plusieurs stéréotypes et est fondée sur le modèle médical du handicap, selon lequel les personnes atteintes d'une déficience intellectuelle sont considérées comme étant incapables de prendre des décisions car elles sont incapables de raisonner. Toutefois, dans le cadre d'un processus de prise de décisions par substitution, les décisions ne respectent pas la volonté ni les préférences de la personne handicapée; elles sont au contraire motivées par ce qu'un tiers et la société estiment être dans l'intérêt supérieur de la personne concernée. Dans la pratique, la mise sous tutelle conduit souvent à la privation de liberté et à d'autres formes de maltraitance. Le respect de l'article 12 de la Convention est essentiel pour garantir l'égalité de tous et atteindre les objectifs de développement durable. Dans cet article, le lien entre capacité juridique et capacité mentale est inexistant, tout comme le paradoxe juridique en vertu duquel on protège les droits d'une personne en les limitant. Tant qu'un débat ne sera pas engagé sur la réforme et la capacité juridiques, les mesures adoptées pour lutter contre la discrimination à l'égard des personnes handicapées continueront de remédier aux symptômes des problèmes, pas à leurs causes.

44. La réforme juridique est une entreprise difficile et complexe qui rencontre beaucoup de résistance. En Bulgarie, le débat a commencé en 2012; il a été établi que les mesures régissant la prise de décisions assistée devraient être fondées sur des données factuelles et conformes à la situation juridique nationale. Afin de mettre au point des pratiques et une jurisprudence conformes à la Convention, la Bulgarie a lancé des programmes portant sur la prise de décisions assistée, grâce auxquels les personnes handicapées peuvent jouir de leurs droits fondamentaux en accord avec leurs préférences. Les programmes pilotes ont été mis en œuvre avec la participation et le soutien actifs des organisations de personnes handicapées, y compris l'Association bulgare des personnes atteintes de déficiences intellectuelles, l'Initiative mondiale pour la psychiatrie à Sofia et le Centre bulgare en faveur du droit à but non lucratif. En permettant de mettre en place des réseaux de soutien et des aménagements raisonnables, les programmes pilotes ont prouvé que l'exercice de la capacité juridique pouvait être garanti dans la pratique. Les participants ont amélioré leurs compétences en matière d'autodétermination, d'indépendance et de prise de décisions; ont gagné en autonomie et sont mieux intégrés; ont développé le

sens des responsabilités et affiné leur esprit critique en ce qui concerne leurs aspirations, leurs objectifs et leurs décisions personnels. Les membres de leurs familles ont confirmé que le risque de maltraitance avait diminué grâce aux nouvelles relations sociales que les participants avaient tissées et que les attitudes et le cadre de vie au sein de la collectivité avaient évolué. Un projet de loi sur la capacité juridique des personnes physiques et la prise de décisions assistée a été rédigé sur la base des éléments recueillis dans le cadre de ces programmes pilotes. Bien que la démission du Parlement précédent ait donné un coup d'arrêt au projet de loi, les parties prenantes renouvellent les efforts qu'elles mènent en vue de le faire adopter.

45. **M. McEwin** (Commissaire à la discrimination fondée sur le handicap, Commission australienne des droits de l'homme), l'un des participants, dit que les conséquences des discriminations multiples dont souffrent les personnes handicapées sont lourdes et invalidantes et limitent leurs possibilités de participer pleinement et équitablement à la vie sociale et économique. En Australie, les personnes handicapées aborigènes et insulaires du détroit de Torrès sont les plus gravement touchées; elles sont confrontées à une discrimination institutionnelle et endémique en raison de leur handicap et de leur statut d'autochtones. Elles risquent davantage que les autres Australiens de faire face à un taux de chômage élevé, à la pauvreté, à l'isolement, aux traumatismes, à la discrimination, à la violence, aux problèmes avec les forces de l'ordre, à l'alcoolisme et à la toxicomanie.

46. Il faut améliorer la collecte de données ventilées, ainsi que les appréciations qualitatives venant de personnes handicapées qui ont subi divers types de discriminations afin d'étayer l'élaboration de mesures politiques et législatives ciblées et d'évaluer leur efficacité. Il faut également adopter une démarche plus globale pour remédier aux inégalités et des mesures précises doivent être prises pour concentrer l'attention sur la jonction entre le handicap et d'autres caractéristiques, telles que le sexe, le statut d'autochtone et la race, afin de veiller à ce que les systèmes et les services permettent de répondre à ces besoins particuliers. La Commission australienne des droits de l'homme recommande depuis toujours au Gouvernement d'adopter ce type de mesures. En outre, une démarche globale visant à remédier aux inégalités vient à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable, qui ont montré que l'élimination de la pauvreté était indissociable de la croissance économique et des besoins sociaux et économiques. Le Programme de développement



durable à l'horizon 2030 offre aux États la possibilité d'aider les membres les plus défavorisés et les plus marginalisés de la société, qui sont souvent laissés-pour-compte en raison du cloisonnement des politiques et de systèmes qui n'ont pas permis de répondre à leurs besoins divers et uniques. La possibilité pour les personnes handicapées, qui subissent de nombreuses formes de discrimination, de jouir de leurs droits et libertés fondamentaux sur un pied d'égalité sera le meilleur moyen de vérifier si l'objectif de ne laisser personne de côté formulé dans le Programme 2030 a bel et bien été atteint.

47. **M. Chavez Penillas** (Conseiller pour les droits de l'homme et le handicap au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme), intervenant, estime que la communauté internationale a fait des progrès considérables depuis l'adoption de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Le cadre international des droits de l'homme reconnaît expressément l'entière égalité des droits aux personnes handicapées. Pourtant, celles-ci continuent d'être victimes de discrimination, avec pour corollaires l'exclusion, l'isolement, la ségrégation et la violence. Les femmes et les filles handicapées, en particulier, se heurtent à de multiples obstacles à l'exercice et à la jouissance de leurs droits.

48. La Convention garantit l'égalité réelle pour les personnes handicapées, y compris l'égalité des chances et l'égalité des conditions, qui appellent la transformation des structures, systèmes et idées qui façonnent la société et qui contribuent à faire perdurer la discrimination. Elle offre un cadre solide et non discriminatoire visant la discrimination directe et indirecte, la discrimination par association, la discrimination structurelle ou systémique, la discrimination fondée sur une déficience réelle ou supposée ainsi que l'exclusion, la ségrégation et la violence fondées sur le handicap. L'adoption de lois, politiques et programmes de lutte contre la discrimination ne suffit pas cependant à garantir l'égalité. Des mesures spécifiques sont nécessaires pour mettre fin à la discrimination structurelle et systémique, qui caractérise toujours la vie en société. Parallèlement, d'autres mesures peuvent être prises de manière provisoire, par exemple des systèmes de quotas en matière d'emploi, ou permanente, notamment des exonérations fiscales pour les transports ou les accessoires fonctionnels.

49. Les États doivent veiller à la réalisation d'aménagements raisonnables et savoir que le refus de procéder à de tels aménagements est source de discrimination. La notion d'aménagement raisonnable est relativement nouvelle dans les débats sur les droits

de l'homme et le handicap et elle est très souvent confondue avec d'autres concepts tels que les mesures spécifiques, l'accessibilité, l'accompagnement et l'aménagement des procédures. Cette distinction est toutefois essentielle pour bien comprendre les conséquences juridiques de l'obligation de réalisation d'aménagements raisonnables pour garantir l'égalité réelle et la protection effective des personnes handicapées contre la discrimination.

50. Les États et les parties prenantes doivent prendre l'initiative, consulter les personnes handicapées, y compris les enfants, par l'intermédiaire des organisations qui les représentent, et les faire participer activement à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques pertinentes. Les lois et les politiques dans ce domaine doivent être harmonisées et les dispositions législatives doivent comprendre une définition de la discrimination fondée sur le handicap, y compris le refus d'aménagements raisonnables. Les personnes victimes de discrimination doivent pouvoir disposer d'autres recours utiles et avoir notamment accès à la réparation et aux sanctions, qui doivent être adaptées aux formes multiples, aggravées et conjuguées de discrimination. Une démarche à deux volets est requise pour assurer l'intégration des personnes handicapées et les faire participer à l'élaboration des politiques générales et spécifiques. Les principes énoncés dans la Convention doivent servir de base à l'ensemble des textes législatifs et politiques pertinents ainsi qu'à l'interprétation de ces textes. Les activités de sensibilisation et de formation sont également importantes pour encourager l'adoption d'une attitude positive à l'égard des personnes handicapées et venir à bout des stéréotypes dangereux et de la stigmatisation, associées notamment à des identités multiples et conjuguées englobant handicaps, âge, sexe, origine autochtone, appartenance ethnique, ascendance africaine et statut migratoire ainsi que le fait d'être originaire d'une région éloignée ou rurale.

51. Le suivi de la mise en œuvre et du respect de la législation et des politiques relatives à l'égalité et à la non-discrimination tout comme le renforcement de cadres de suivi indépendants sont essentiels. Les données recueillies dans tous les secteurs doivent être systématiquement ventilées par handicap afin de pouvoir repérer les discriminations systémiques, déterminer les possibilités d'accès à la justice et être ainsi en mesure d'élaborer des politiques permettant de lutter avec efficacité contre les comportements, lois, politiques et pratiques discriminatoires. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme recommande de nouveau d'utiliser la brève série de questions sur le handicap (Short Set of Questions on Disability)

formulées par le Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités ainsi que le module élaboré par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour ventiler les données relatives aux enfants handicapés. Le Haut-Commissariat entend poursuivre sa collaboration avec l'ensemble des parties prenantes pour atteindre les objectifs de développement durable et ne laisser personne de côté.

52. **M. Purcil** (membre du Forum sur le handicap de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)), intervenant, est d'avis que les personnes handicapées doivent participer directement aux processus budgétaires. Les Philippines pourraient servir de modèle d'initiation en matière de participation des personnes handicapées à l'allocation des ressources financières aux niveaux national et international.

53. Conformément à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la Constitution philippine préconise des consultations étroites avec les personnes handicapées. Aux Philippines, des organisations de personnes handicapées et des organisations de la société civile se sont regroupées pour influencer directement sur l'élaboration des budgets publics locaux et nationaux et y participer. M. Purcil demande à la communauté internationale de donner la priorité à la participation des personnes handicapées à l'allocation des ressources budgétaires et à la répartition des richesses. Elles devraient également être consultées pour l'allocation des ressources humaines. Les Philippines ont réalisé plusieurs études sur les dépenses publiques engagées aux niveaux local et national pour permettre aux personnes handicapées de jouir de leurs droits.

54. L'exonération fiscale ne suffit pas. Un système consolidé et non discriminatoire doit être mis en place pour l'allocation des fonds, de l'aide financière et des ressources humaines. Au nom du Forum sur le handicap de l'ASEAN, M. Purcil demande à tous les États Membres de l'ONU de tirer pleinement parti de l'influence considérable que les personnes handicapées peuvent exercer sur les processus budgétaires. Il exhorte les organismes des Nations Unies et les contributeurs financiers multilatéraux à permettre aux personnes handicapées de participer à chaque étape de l'allocation des ressources budgétaires, depuis la planification jusqu'à la prise de décisions.

55. **M<sup>me</sup> Kingston** (société civile), Coprésidente, invite les participants à passer en revue les moyens efficaces de lutter contre les formes multiples et conjuguées de discrimination en faisant part de leurs expériences et de leurs plans dans ce domaine, y

compris toute mesure visant à combattre les stéréotypes dangereux prise conformément à l'article 8 de la Convention.

56. **La représentante du Panama** fait savoir que les autorités de son pays ont mis en place des plans pour combattre les multiples formes de discrimination et faire connaître les droits des personnes handicapées. Le Secrétariat national aux personnes handicapées a lancé diverses initiatives pour améliorer l'éducation et a récemment mené une étude sur l'éducation inclusive, qui a mis en évidence les lacunes du système éducatif et contribué à trouver des solutions pour parvenir à la pleine inclusion des enfants handicapés. Il collabore avec les autorités pour promouvoir l'autonomisation sociale des personnes handicapées et de leur famille et apporter une aide financière aux organisations qui les représentent. Compte tenu de l'importance de la collecte des données, une deuxième enquête nationale sur le handicap est en cours avec l'appui de l'UNICEF, de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'Organisation panaméricaine de la santé. Le moment est venu d'agir et la représentante demande à tous les États parties de laisser de côté les théories pour fixer des objectifs clairs permettant d'améliorer la qualité de vie des personnes handicapées.

57. **La représentante de la Roumanie** signale que les autorités de son pays ont approuvé une stratégie nationale pour une société sans obstacles, conformément à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Des mesures législatives spécifiques ont été appliquées pour prévenir, signaler et réprimer la discrimination, y celle dont sont victimes les enfants, les filles, les femmes et les personnes âgées. Pourtant, de multiples formes de discrimination perdurent. Les médias ont fait connaître des cas où des enfants et des femmes handicapés se sont vu refuser l'accès à l'éducation ou à l'emploi. Le nombre de plaintes officielles demeure faible, ce qui signifie qu'une démarche cohérente et globale pour faire reculer les multiples discriminations n'a pas été pleinement intégrée au niveau national. Les données recueillies par les différentes institutions sont axées sur les indicateurs de la problématique hommes-femmes et la collecte de données et informations intersectorielles reste nécessaire.

58. La représentante souhaite connaître les meilleures pratiques relatives à la mise en place d'un système de communication d'informations pour faciliter l'application et le suivi des indicateurs. Elle voudrait aussi savoir quels sont les moyens de contrôler et d'évaluer les formes multiples et intersectorielles de discrimination à l'égard des personnes handicapées et quels sont les indicateurs les plus utiles pour améliorer la collecte des données.

59. **L'observateur du Forum africain sur les handicaps** note que tous les États d'Afrique ont ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées mais que, dans la pratique, peu de mesures sont prises pour venir en aide aux personnes concernées. Les écoles ne sont pas accessibles et les maternités ne sont pas équipées pour prendre en charge les femmes handicapées. L'observateur espère que les organismes des Nations Unies intensifieront leur travail et que celui-ci ne se limitera pas à des réunions telles que celle en cours mais que de véritables changements pourront intervenir au niveau des pays.

60. L'observateur demande aux États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées de ne pas se contenter de faire le bilan de leurs réalisations mais de parler des difficultés auxquelles ils se heurtent pour mettre en œuvre les dispositions de ce texte, la Conférence des États parties à la Convention offrant l'occasion de dialoguer avec des organisations indépendantes et des organisations non gouvernementales à même d'apporter leur concours. La Convention consacre les bonnes intentions de la communauté internationale, mais la mise en œuvre requiert la contribution d'experts.

61. **Le représentant du Chili** s'interroge sur la manière d'engager un dialogue avec les avocats qui continuent de penser que la curatelle est le meilleur moyen de protéger les personnes présentant un handicap intellectuel ou psychosocial et de les sensibiliser à la situation. Les objectifs de développement durable ne pouvant être atteints sans l'application immédiate de l'article 12 de la Convention, il souhaite savoir quels liens ont été établis entre la mise en œuvre de cet article et l'accès à la justice, l'action auprès des tribunaux et la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16 dans le cadre du programme pilote de la Bulgarie.

62. **L'observateur de l'association Progetto Filippide** explique qu'il représente un programme sportif dont l'objectif est de permettre aux personnes touchées par les troubles du spectre autistique de pratiquer des activités sportives. De nombreuses personnes atteintes d'autisme n'ont en effet pas la possibilité de faire du sport. Le droit de participer aux activités sportives, mentionné à l'article 30 de la Convention, n'est pas encore pleinement exercé bien que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 offre une excellente occasion d'accomplir des progrès dans ce domaine. La participation aux activités sportives dans les écoles peut favoriser l'inclusion et faire oublier la différence.

63. Dans le cadre d'un projet parrainé par l'Union européenne, les États membres ont été informés de la façon dont les personnes handicapées peuvent participer à des programmes sportifs. Malheureusement, de nombreux États membres ne sont pas encore en mesure de garantir ce droit, en particulier aux personnes atteintes d'autisme. Le représentant espère que le débat en cours pourra servir à promouvoir des initiatives visant le partage de connaissances sur l'élaboration de programmes sportifs et de modèles de textes législatifs qui permettraient d'assurer l'exercice de ce droit par les personnes handicapées.

64. **La représentante de la République de Corée** affirme qu'une législation et des dispositifs spécifiques doivent être mis en place pour combattre les multiples formes de discrimination. Les autorités de son pays ont promulgué une loi interdisant la discrimination en matière d'accès à la justice, de participation à la vie politique, d'emploi et d'éducation et fait en sorte que les victimes de discrimination puissent demander réparation par l'intermédiaire de la commission nationale des droits de l'homme ou devant les tribunaux. Une disposition de cette loi vise expressément la lutte contre les formes multiples et conjuguées de discrimination à l'égard des femmes et des enfants.

65. Pour susciter un accroissement des investissements dans ce domaine et renforcer les politiques pertinentes, la communauté internationale doit s'employer davantage à remédier au problème de la pénurie de données. Dans cette optique, la République de Corée fournit une assistance technique et financière à des pays partenaires dans la région Asie-Pacifique et continuera de contribuer à l'action internationale visant à ne laisser personne de côté.

66. **L'observatrice de la Elcena Jeffers Foundation** estime que si chaque citoyen dans le monde faisait un don de 1 dollar seulement, l'ONU serait mieux à même d'apporter son aide à tous ceux qui en ont besoin. Les dons sont essentiels pour organiser des manifestations, telles la Conférence en cours, qui permettent à la communauté internationale de se faire une idée des mesures prises pour améliorer la vie des personnes handicapées.

67. **Le représentant de la Chine** dit qu'une action doit être menée sur le long terme pour combattre les multiples discriminations à l'égard des personnes handicapées. Des organismes qui représentent les personnes handicapées et leur fournissent des services ont été créés à tous les échelons de l'administration et un appui a été apporté à des organisations non

gouvernementales de défense des droits des personnes handicapées. Les autorités continueront néanmoins de renforcer la législation de manière à préserver les droits et les intérêts de ces personnes. La loi relative à la protection des personnes handicapées constitue un cadre important qui permet d'adopter des règlements interdisant la discrimination en matière d'emploi, d'éducation et de services de réadaptation. De plus, les médias jouent un rôle important s'agissant de faire mieux connaître les besoins et les contributions des personnes handicapées.

68. **L'observateur du Comité international de la Croix-Rouge** considère que la discrimination multiple est le plus grand obstacle à l'exercice des droits des personnes handicapées. Le Comité note avec satisfaction l'importance accordée à la socialisation dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées et demande aux États parties d'arrêter des objectifs clairs en matière de non-discrimination et d'égalité d'accès aux services sociaux, à l'éducation, à l'emploi, aux services de santé et à une vie autonome.

69. La réadaptation est souvent une première étape décisive et nécessaire pour les personnes handicapées et peut faciliter l'accès à d'autres services, notamment dans les domaines de la santé, de l'emploi, de l'éducation et des sports, qui leur permettront de se réintégrer à la société en évitant d'être victimes de discrimination. La planification et la création de réseaux entre les différents services et domaines s'imposent dans cette optique, les organismes publics et les organisations de la société civile compétents devant pour leur part coopérer avec les centres de réadaptation pour prévenir la discrimination.

70. La fondation MoveAbility du Comité international de la Croix-Rouge s'emploie, avec 14 États, à mettre en place des structures nationales qui devraient permettre à l'ensemble des acteurs concernés de collaborer à l'élaboration de plans nationaux visant à améliorer la structure et la durabilité du secteur de la réadaptation physique et à faire adopter des mesures de prévention de la discrimination et de promotion de l'intégration en faveur des personnes handicapées. Il est essentiel d'établir des liens directs entre les services de réadaptation et les services en amont afin d'empêcher que les personnes concernées ne soient enfermées dans un cycle de discrimination.

71. **L'observateur du collectif d'organisations de la société civile d'El Salvador** souligne que le plus grand défi aujourd'hui réside dans le renforcement de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui constitue le plus puissant

instrument pour améliorer la qualité de vie des personnes handicapées dans le monde.

72. En El Salvador, les organisations de la société civile sont conscientes que, malgré les nombreux progrès accomplis, il reste encore beaucoup à faire, tant au niveau régional qu'international. Les personnes handicapées doivent engager une action transcendant les frontières, s'unir autour d'objectifs communs et travailler avec les gouvernements, la société civile et les organismes des Nations Unies.

73. **La représentante de l'Afrique du Sud** fait savoir que sa délégation est prête à partager des données concernant le programme de remboursement fiscal dont bénéficient les personnes handicapées dans son pays depuis cinq ans. Pour garantir l'égalité des chances, la représentation proportionnelle (à 7 %) des personnes handicapées au sein du Gouvernement et dans le secteur privé a été instituée. Cette règle s'applique également aux allocations budgétaires.

74. Si les personnes handicapées peuvent facilement parler de la discrimination dont elles sont victimes de la part des autres membres de la société, la représentante souhaite aborder la question de la discrimination entre personnes handicapées, dont certaines ne prennent souvent pas le temps de comprendre les autres handicaps et ne sont donc pas à même de représenter et d'aider l'ensemble de leur communauté.

75. En Afrique du Sud, l'application de l'article 12 de la Convention a posé problème. Le Président a par conséquent consacré une part importante des ressources budgétaires à la formation des juges et des députés. De plus, la commission nationale des droits de l'homme, désignée organe de contrôle, a créé un comité chargé d'évaluer l'exercice de leurs droits par les personnes handicapées.

76. **L'observatrice de l'Alliance latino-américaine des femmes handicapées** souligne que l'Alliance se réjouit de la tenue d'un débat sur le rôle que la société civile doit jouer dans l'application intégrale de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, mais s'inquiète de la sous-représentation des femmes handicapées dans la prise de décisions au sein des organisations non gouvernementales et des organes gouvernementaux et du fait que celles y étant effectivement impliquées occupent généralement des postes d'ordre secondaire, avec peu de pouvoir. Si le Comité des droits des personnes handicapées a débattu en 2016 du principe consistant à ne laisser personne de côté, il n'a lui-même encore élu aucune femme. L'observatrice invite donc tous les États à présenter la



candidature de femmes, en particulier de femmes handicapées, et à voter pour elles.

77. **Le représentant de la Norvège** fait remarquer que les droits de l'homme ont été présentés comme une dimension transversale de la coopération au service du développement en 2016, l'accent ayant été tout particulièrement mis sur le principe de non-discrimination, la participation active et la responsabilité effective. La Norvège est membre du Réseau mondial d'action pour les personnes handicapées, dans le cadre duquel les donateurs partagent leurs compétences, concertent leurs efforts et sensibilisent à l'inclusion des personnes handicapées grâce à leur coopération avec les organisations les représentant. La Norvège contribue également au Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées, fonds qui réunit des institutions des Nations Unies, des gouvernements et des organisations de personnes handicapées dans l'objectif de faire progresser les droits des personnes handicapées dans le monde. Le représentant invite les autres donateurs à contribuer également à ce fonds.

78. Le Gouvernement norvégien aide les enfants handicapés par l'intermédiaire du Partenariat mondial pour l'éducation et considère que les femmes et filles handicapées devraient avoir une influence réelle sur la prise de décisions et avoir accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Néanmoins, il admet que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour mettre un terme aux discriminations multiples dans les différents volets de la coopération au service du développement en Norvège.

79 **La représentante de la Namibie** souhaite débattre de la façon dont les termes employés dans les politiques et les lois nationales peuvent être adaptés afin de se conformer au cadre normatif de la Convention. Compte tenu de leurs ressources limitées, de nombreux États ont du mal à employer des termes propres à garantir les droits des personnes handicapées.

80. **L'observateur de la Fédération des organisations de personnes handicapées du Malawi** indique que la Fédération regroupe 11 organisations, qui travaillent ensemble depuis 1999 pour faire avancer la prise en compte de la question du handicap dans la législation et les politiques. En 2016, la Fédération a présenté une pétition à l'Assemblée nationale demandant l'abrogation ou la modification de lois discriminatoires envers les personnes atteintes d'albinisme. Par la suite, l'Anatomy Act, qui prévoyait des peines extrêmement clémentes pour les personnes arrêtés en possession de parties du corps de personnes

atteintes d'albinisme, a été modifiée afin d'y ajouter des sanctions plus strictes et dissuasives.

81. La Fédération apporte un soutien important aux autorités et à la société civile. Elle s'emploie actuellement, avec le soutien de la Norvège, à rendre visite à diverses organisations de la société civile et organisations non gouvernementales afin d'y dispenser des formations sur la prise en compte systématique de la question du handicap en vue d'améliorer les services fournis et de promouvoir l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle a également un rôle de conseil et de sensibilisation à la question des incapacités dans le cadre du consortium sur l'éducation inclusive dirigé par Save the Children. Grâce à ces actions, de nombreuses associations traditionnelles commencent à mieux comprendre le principe d'éducation inclusive et les moyens d'offrir une éducation optimale aux enfants handicapés. Un projet similaire, financé par Sightsavers International, peut servir de modèle pour l'éducation préscolaire.

82. **L'observatrice de l'Union européenne** dit que, bien que l'Union européenne ait établi en 2000 des lois importantes visant à interdire la discrimination fondée sur le handicap, la religion, l'orientation sexuelle, l'âge, le genre ou la race, le concept de discrimination multiple est apparu plus récemment et nécessite de modifier la législation. L'Union européenne finance plusieurs organisations non gouvernementales afin de favoriser un dialogue structuré et régulier, qui contribue de manière significative à l'élaboration des politiques, notamment en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement durable.

83. La Commission européenne a récemment adopté un socle européen des droits sociaux, qui servira de cadre de référence pour l'application des conventions. Ce socle reprend des principes essentiels à prendre en compte pour favoriser un marché du travail et des systèmes d'aide sociale équitables et stables ainsi que l'égalité d'accès aux emplois, y compris pour les personnes handicapées. La société civile a joué un rôle fondamental dans son élaboration et sa participation sera indispensable à sa mise en œuvre.

84. Compte tenu du manque de données fiables et d'outils adaptés pour en collecter, l'Union européenne soutient le travail du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui élabore actuellement des indicateurs afin de surveiller l'application de la Convention et fournit des lignes directrices pour la réalisation des objectifs de développement durable. L'observatrice demande au groupe d'experts de préciser la relation entre accessibilité, aménagement



raisonnable, égalité de traitement et protection des personnes handicapées contre les discriminations multiples.

**85. L'observateur de l'organisation soudanaise ALIARA** indique que son organisation, créée en 2010, s'intéresse aux problèmes touchant les jeunes handicapés, notamment dans les domaines de l'éducation, de l'instruction, de la réadaptation et de la formation. ALIARA récompense et soutient les étudiants qui obtiennent de bonnes notes dans l'enseignement primaire et décerne des prix à des entreprises gérées par des personnes handicapées. Elle organise également des stages et séminaires de formation et a récemment invité un spécialiste du Qatar pour discuter de l'utilisation des technologies modernes en faveur des personnes handicapées. ALIARA participe régulièrement au Conseil national des personnes handicapées et à des activités organisées par le Ministère du développement social. Elle a également participé en 2015 à un forum ministériel consacré aux difficultés auxquelles les personnes handicapées font face.

**86. La représentante du Costa Rica** fait remarquer que les femmes handicapées sont souvent confrontées à de multiples formes de discrimination, particulièrement lorsqu'il s'agit de femmes autochtones ou d'ascendance africaine. Les autorités de son pays réfléchissent donc à un programme d'action qui permettrait d'encourager la création d'organisations de femmes handicapées permettant à celles-ci de faire entendre leur voix et d'être représentées équitablement.

**87.** Les personnes présentant une déficience intellectuelle ou psychosociale sont généralement les plus touchées par l'exclusion et la discrimination, y compris parmi les groupes de personnes handicapées. En 2016, les autorités ont adopté une loi interdisant le déni de la capacité juridique et mis en place de nouvelles dispositions de protection. Toutefois, les stéréotypes relatifs aux personnes handicapées dont les membres du système judiciaire restent prisonniers ont empêché l'application claire et immédiate de la loi. La représentante souhaiterait recevoir des conseils et suggestions à cet égard.

**88. L'observateur de la Commission nationale des personnes handicapées de la Sierra Leone** indique que les personnes handicapées et les organisations qui les représentent manquent souvent de ressources financières pour lutter contre la discrimination. Une attention particulière devrait être accordée, lors de la répartition des crédits budgétaires des organismes des Nations Unies et des agences internationales de développement, au financement des organisations de

personnes handicapées afin que celles-ci se voient accorder les ressources nécessaires pour défendre leurs intérêts.

**89. Le représentant de la République populaire démocratique de Corée** fait savoir que les intérêts et les droits des personnes handicapées sont représentés dans son pays par une fédération nationale et que les autorités ont récemment créé un centre de réadaptation pour enfants handicapés. Après la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées en 2016, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a mis en place un comité ayant pour objectif de promouvoir et de protéger les droits des personnes handicapées, constitué de représentants de chaque ministère et organisme public ainsi que de représentants d'associations représentant les personnes sourdes et aveugles et les femmes handicapées.

**90.** Une collaboration à l'échelle internationale est essentielle pour lutter contre la discrimination multiple et promouvoir la pleine participation nécessaire à la réalisation des objectifs de développement durable. En avril 2017, la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées s'est rendue en République populaire démocratique de Corée, où elle a rencontré plusieurs organisations gouvernementales et membres de la société civile; les médias nationaux ont couvert sa visite afin de sensibiliser à la question du handicap et à l'importance de l'application de la Convention. La République populaire démocratique de Corée s'engage à respecter ses obligations et fera tout son possible pour promouvoir des partenariats multipartites en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

**91. La représentante de la Nouvelle-Zélande** note que, dans son pays, les personnes autochtones handicapées font face aux mêmes difficultés qu'en Australie, les Maoris étant surreprésentés dans la communauté des personnes handicapées et tendant à avoir un statut socioéconomique moindre.

**92.** En effet, les politiques et les lois ne suffisent pas si elles ne sont pas associées à un changement des pratiques et des mentalités. La Nouvelle-Zélande a élaboré sa stratégie relative au handicap avec la participation de personnes handicapées et de leurs familles et sur la base d'une consultation ciblée des Maoris, des peuples du Pacifique, des femmes et de la jeunesse, afin de ne pas créer d'obstacles ou de difficultés supplémentaires pour les groupes confrontés à la discrimination multiple. Certaines organisations de personnes présentant une déficience intellectuelle ou psychosociale ont également participé à l'élaboration

de cette stratégie, dont l'application est pilotée conjointement par des organisations de personnes handicapées et des organismes publics.

93. La délégation néo-zélandaise souligne la nécessité de disposer de données ventilées et d'utiliser la brève série de questions sur le handicap et s'associe aux appels en faveur d'une représentation équilibrée des sexes et des différentes formes d'incapacité au sein du Comité des droits des personnes handicapées. Le meilleur moyen de lutter contre la discrimination multiple et de réaliser les objectifs de développement durable est de collaborer avec la société civile.

94. **Le représentant de l'Iraq** note que certains médias stigmatisent les personnes handicapées dans la représentation qu'ils en font et les utilisent à des fins humoristiques ou de propagande, loin de se rendre compte que ces personnes participent de la diversité du genre humain et ont des compétences qui peuvent être utiles à la société. Il s'interroge sur l'existence de dispositifs de contrôle internationaux relatifs au rôle joué par les médias dans la discrimination.

95. **M<sup>me</sup> Kabanshi** (Ministre en charge du développement communautaire et de l'aide sociale de la Zambie), répondant aux questions posées, souligne que les participants comprennent le besoin urgent de données ventilées, propres à orienter l'application de stratégies visant à protéger et à promouvoir les droits des personnes handicapées. Par exemple, dans les États où le taux de pauvreté est élevé, il peut être difficile de mettre en évidence les discriminations en utilisant la pauvreté comme seul indicateur. Le Gouvernement zambien a constaté que la mise en place de programmes de protection sociale joue un rôle déterminant dans la participation des personnes handicapées. La meilleure visibilité de ces personnes et leur identification améliorent leur accès aux dits programmes et contribuent à une baisse de leur taux de pauvreté et à leur plus grande participation au développement économique du pays. Toutes sont égales devant la loi, jouissent des mêmes droits et ont le droit d'exiger les services sociaux nécessaires pour améliorer leurs conditions de vie.

96. **M<sup>me</sup> Juan López** (Directrice générale du Conseil national pour le développement des personnes handicapées et leur intégration, Mexique) note qu'il existe un consensus net sur la nécessité de disposer de données ventilées relatives aux personnes handicapées afin d'orienter les politiques gouvernementales. Elle rappelle que le Mexique a utilisé la brève série de questions sur le handicap pour identifier les personnes handicapées dans ses recensements, afin de faciliter la

fourniture de services de santé adaptés et l'intégration des intéressés aux programmes sociaux.

97. La participation de la société civile s'est renforcée et enrichie tout au long du processus d'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Au Mexique, une assemblée d'organisations de la société civile a été créée afin de formaliser la participation et la consultation de ces dernières. En outre, il est essentiel d'avoir une idée précise des ressources allouées à l'inclusion sociale des personnes handicapées.

98. **M<sup>me</sup> Dimitrova** (consultante juridique au Centre bulgare du droit des associations à but non lucratif), répondant aux questions posées sur la façon dont la Bulgarie a réussi à surmonter la réticence des avocats et autres professions judiciaires, indique que les autorités ont créé un groupe de travail chargé d'élaborer une stratégie nationale pour une réforme législative au titre de l'article 12 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Ce groupe de travail, qui comprend des organisations de la société civile représentant des personnes souffrant d'une déficience intellectuelle ou psychosociale, a déterminé des priorités et élaboré une stratégie nationale durable. Des débats et ateliers ont été organisés au sein de la communauté des juristes au titre de l'article 12 dans le but de changer les mentalités. Les participants ont ensuite contribué à faire évoluer les positions des membres du Parlement, des professeurs de droit, des avocats et des juges et ont activement soutenu la réforme.

99. Répondant aux questions sur le lien entre capacité juridique et accès à la justice, M<sup>me</sup> Dimitrova fait remarquer qu'une personne sous curatelle dépend entièrement de son tuteur et n'a donc aucun accès à la justice. La réforme législative engagée au titre de l'article 12 est une condition préalable importante de l'accès à la justice, mais elle doit s'accompagner d'une amélioration des dispositions sur l'aménagement de la procédure judiciaire et de ses modalités ainsi que de nouvelles dispositions à cet égard. Un projet de loi dont le Parlement est actuellement saisi propose que les dossiers concernant des personnes handicapées soient traités par des juges spécialisés et formés à la communication avec les personnes présentant une déficience intellectuelle ou psychosociale. À l'issue du programme pilote, six participants se sont vu réattribuer leur capacité juridique. La Convention a la priorité sur la législation nationale, et les juges ont donc la difficile tâche d'en appliquer les dispositions.

100. **M. McEwin** (Commissaire chargé de la discrimination fondée sur le handicap de la

Commission australienne des droits de l'homme) estime que la collecte de données est primordiale et que les personnes handicapées doivent être consultées afin de garantir la prise en compte de leurs expériences dans ces données. La communauté internationale doit collaborer avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour définir les indicateurs nécessaires au suivi de l'application de la Convention.

101. **M. Chavez Penillas** (Conseiller pour les droits de l'homme et les questions de handicap au Haut-Commissariat aux droits de l'homme), répondant aux questions posées par le Forum africain sur le handicap à propos de la façon dont le système des Nations Unies peut apporter son aide au niveau national, fait savoir que le Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées finance des projets nationaux et encourage, dans tous les États, les organisations nationales à soumettre leurs propositions.

102. S'agissant de la sensibilisation des avocats à la question, M. Chavez Penillas indique que de nombreuses initiatives existent qui peuvent servir de modèle : la Commission européenne assiste les juges en ce qui concerne la question de la capacité juridique et, en Argentine, le Bureau du Procureur s'emploie à changer les mentalités et à mettre en œuvre une réforme des dispositions concernant la capacité.

103. **M. Purcil** (membre du Forum sur le handicap de l'ASEAN) s'inquiète du manque de données et note que la collecte de celles-ci est l'un des éléments les plus faiblement financés des budgets nationaux. La participation d'organisations de personnes handicapées à l'allocation des ressources budgétaires est essentielle et des fonds suffisants devraient être réservés à la collecte de données et au renforcement des capacités de ces organisations afin qu'elles puissent exercer une influence concrète sur les autorités gouvernementales. Il félicite l'Afrique du Sud d'avoir pris l'initiative d'allouer 7 % de son budget aux services à l'intention des personnes handicapées et invite tous les États Membres à suivre son exemple.

104. **M<sup>me</sup> Kingston** (société civile), Coprésidente, salue la participation sans précédent de la société civile à la Conférence des parties. Le forum de la société civile qui a précédé la Conférence a vivement recommandé que le Comité des droits des personnes handicapées émette une observation générale sur le paragraphe 3 de l'article 4.

*La séance est levée à 13 h 10.*